Pour L214, « la colère des agriculteurs est tout à fait légitime »

Il faut avoir le « courage politique » de plaider pour une réduction de la consommation de viande. Selon Brigitte Gothière, présidente de l'association antispéciste L214, cela améliorerait les conditions de travail des éleveurs.

Reporterre par Justine Guitton-Boussion le 30 janvier 2024
https://reporterre.net/Pour-L214-la-colere-des-agriculteurs-est-tout-a-fait-legitime?utm_source=newsletter&utm_medium=email&utm_campaign=nl_quotidienne

Brigitte Gothière est cofondatrice de l'association de défense des droits des animaux L214.

Reporterre — Soutenez-vous le mouvement des agriculteurs en colère ?

Brigitte Gothière — C'est une question délicate parce qu'on ne se sent pas forcément légitimes à prendre la parole sur le sujet dans ce moment particulier. Mais bien sûr, on trouve que ce mouvement est tout à fait justifié. Ce n'est pas le premier, le monde agricole est en crise depuis des décennies, suspendu par un fil au bord du gouffre ! Les agriculteurs sont dans des situations de détresse de plus en plus intenses. Ce n'est pas la seule profession en souffrance aujourd'hui, le manque de considération touche beaucoup de secteurs de notre société malheureusement.

Je vais enfoncer des portes ouvertes, mais je rappelle qu'il y a 18 % des ménages agricoles qui vivent sous le seuil de pauvreté [selon l'Insee] (malgré les subventions massives). Le taux de suicide de la profession est ahurissant, avec deux suicides par jour [1].

Une majorité d'agriculteurs sont en permanence sur leur exploitation, c'est du 7 jours sur 7 alors que leur rémunération est faible, bien en dessous des coûts de production et l'endettement moyen ne fait qu'augmenter… Résultat d'un modèle agricole coconstruit depuis cinquante ans par la FNSEA et les gouvernements successifs.

En tant qu'association de défense des droits des animaux, ne voyez-vous pas de contradiction à soutenir des éleveurs en difficulté ?

Il y a une tentative de certaines personnes de mettre dos à dos les agriculteurs et les écolos, ou les éleveurs et les défenseurs des animaux, comme s'il y avait une incapacité à se parler. Nous avons effectivement des visions, des trajectoires et des points d'arrivée divergents concernant le modèle agricole et alimentaire souhaité. Nos différends concernent les systèmes, en aucun cas les personnes.

Nous ne nous en cachons pas : avec L214, nous avons une vision où, à terme, les animaux ne sont plus des ressources à notre disposition. Pour l'heure, nous portons l'objectif consensuel d'atteindre -50 % d'animaux tués (dans les abattoirs comme dans les filets de pêche) d'ici 2030.

C'est un objectif souhaitable, tout à fait raisonnable, au vu des études scientifiques autour de la réduction des émissions de gaz à effet de serre, mais aussi des études prospectives telles que celles faites par l'association Solagro ou par le CNRS [Centre national de la recherche scientifique]. Elles tablent également sur une réduction drastique de la consommation de viande en France. Et cette transition serait bénéfique pour les agriculteurs.

En quoi une politique de réduction de la consommation de viande améliorerait les conditions de vie et de travail des éleveurs ?

Une politique de réduction de la consommation de viande réunit plusieurs conditions. Premièrement, pas d'importations de produits moins-disants, qui ne respectent pas les normes sociales, environnementales et de condition animale en vigueur en France. Les importations représentent jusqu'à 40 à 50 % de la consommation de viande en France (notamment les poulets). Stoppons également les importations de céréales et légumineuses destinées à l'alimentation *« du bétail »*. Cette première condition nous permettra de sortir de la fragilité alimentaire dans laquelle nous sommes aujourd'hui.

Deuxièmement, changeons notre environnement alimentaire : aujourd'hui, nous sommes incités à consommer viandes et poissons quasiment à chaque repas, qu'on soit en restaurant ou en supermarché. Menons des politiques publiques ambitieuses qui amènent à cette réduction de moitié.

Troisièmement, n'autorisons pas les prix d'achat aux éleveurs en dessous des coûts de production. La viande n'est pas un produit de première nécessité, son prix n'a pas à être minoré. La production de viande, c'est essentiellement du gaspillage de nourriture (il faut entre 3 et 7 kg de protéines végétales pour produire 1 kg de protéines animales) et un facteur important de pollution, d'accaparement d'eau et de terres, de déforestation, d'assèchement des zones humides, de perte de biodiversité. Quatrièmement, les subventions doivent être dirigées vers la transition et non un maintien d'un *statu quo*.

Diminuer le nombre d'animaux tués de 50 %, c'est aussi l'opportunité d'engager la sortie de l'élevage intensif : aujourd'hui 8 animaux sur 10 proviennent de ces élevages. Cela signifie, par exemple, moins de produits médicamenteux parce que les conditions d'élevage sont moins pires pour les animaux, la pression sanitaire diminue. Ce sont des charges moins lourdes.

Des structures moins grandes, ça voudra aussi dire plus d'éleveurs. Par exemple, la production d'œufs de poules dans des élevages en plein air génère entre 3 et 7 fois plus d'emplois que lorsqu'elle est issue d'élevages en cages. C'est un modèle qui sera moins néfaste pour les éleveurs, les ouvriers d'abattoirs, et toutes les personnes qui travaillent dans ce domaine… et pour les animaux aussi.

Quelles seraient les conséquences écologiques ?

Il y aurait moins de pression sur l'environnement, moins de ressources utilisées (eau, sols), moins d'engrais et de pesticides (énergies fossiles). Le modèle qu'on propose est bien plus vertueux : la sobriété sans se priver de bien manger ! Par ailleurs, ce sont les animaux vivants qui nous apportent des services écosystémiques (leurs déjections peuvent être utilisées comme engrais, par exemple), pas ceux qu'on envoie à l'abattoir.

Dans le film documentaire *Animal* de Cyril Dion, on voit un éleveur se mettre à pleurer quand Bella et Vipulan [les deux personnages principaux] lui demandent comment ça se passe quand ses vaches sont conduites à l'abattoir. Lui, ce qu'il aime, c'est vivre avec ses vaches, pas les envoyer à l'abattoir ! Je pense qu'on ferait plus d'un heureux en disant : *« Vous continuez à vivre avec des animaux à qui vous offrez une belle vie, en échange d'entretien du paysage, d'engrais pour les prairies… Mais vous ne les envoyez pas à l'abattoir. »*

C'est un changement de paradigme. Dans un premier temps, il faut déjà se mettre en route pour la fin des importations de produits moins-disants, la réduction de la consommation de viande, et imposer que les prix d'achat des produits soient au-dessus des coûts de production. La viande sera donc plus chère, mais on en consommera moins.

Sans réduction de la consommation de viande, on va au-devant de crises alimentaires majeures, de gros problèmes de gestion de l'eau dus aux changements climatiques. En Espagne, 80 % des cultures étaient touchées en 2023. Ça nous pend au nez aussi. Les mégabassines ne sont pas une solution, c'est une aberration du point de vue hydrologique, et c'est un accaparement de l'eau au profit de quelques agriculteurs pour irriguer du maïs, qui est destiné majoritairement à nourrir… les animaux d'élevage. Il faut adresser le problème dans sa globalité.

Réduire les délais de recours, les fréquences des contrôles, mettre fin à la hausse de la fiscalité sur le gazole… Que pensez-vous des annonces du gouvernement faites au monde agricole ?

Elles sont complètement à la ramasse, ce sont des mesures qui ne changent pas le système. Cette crise serait pourtant l'occasion d'en sortir par le haut. Mais on a assez peu confiance en ce gouvernement ou en la FNSEA [Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles]. Arnaud Rousseau, son président, ne représente absolument pas les agriculteurs, il représente les grands groupes agro-alimentaires. On peut rappeler que les géants comme Lactalis ou LDC affichent des bénéfices records ces dernières années.

La FNSEA prône un « modèle de fragilité alimentaire »

Arnaud Rousseau n'arrête pas de répéter que sa priorité est la souveraineté alimentaire, alors qu'en réalité, il prône un modèle de fragilité alimentaire. Or il va falloir qu'on aille vers une sobriété, vers une économie de ressources. Cela ne veut pas dire qu'on va manger moins, mais juste qu'il faudra nourrir plus avec autant d'eau et d'espace. Donc il faut se diriger vers davantage de végétal. Même en étant indifférent au sort des animaux, la réalité va s'imposer !

Lire aussi : Arnaud Rousseau, « pompier pyromane » à la tête de la FNSEA

On peut justement en profiter pour sortir des pires formes d'élevage, celles qui concentrent un très grand nombre d'animaux. Diviser la production de viande par deux, ça veut dire des conditions moins difficiles pour les animaux, les éleveurs, l'environnement et la gestion des ressources. On peut obtenir cela avec des vrais plans d'accompagnement et le fléchage des subventions. Surtout que les scénarios prospectifs existent déjà.

Sans ça, on va juste droit dans le mur. Nos sols s'épuisent, les ressources en eau vont se faire plus rares, le climat change. De gré ou de force, l'agriculture va changer. Donc soit on y va dès maintenant en étant accompagné, avec un vrai plan de transition, soit ça se fera de force avec des dégâts immenses parce qu'on n'aura rien anticipé. Il faut arrêter cette timidité, et avoir le courage politique de dire *« il faut réduire la consommation de viande »*, se fixer un objectif et une trajectoire qui ne laisse personne au bord de la route.